

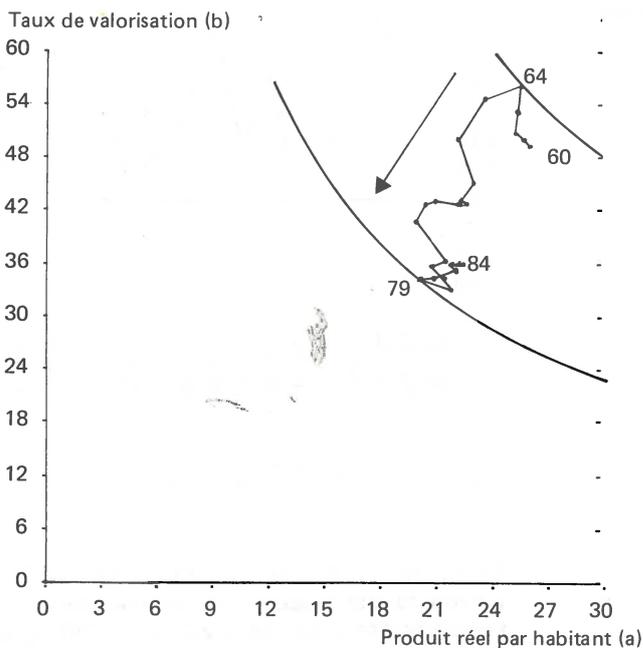
L'Inde va-t-elle rejoindre l'Asie ?

L'assassinat de Mme Gandhi et l'élection triomphale de son fils Rajev comme nouveau premier ministre de l'Inde interviennent à un moment crucial pour ce pays. Au cours des dernières années, les bonnes performances de l'Inde — 7 % de croissance du produit intérieur brut en 1983-1984 ⁽¹⁾ — forment contraste aussi bien avec les résultats obtenus antérieurement qu'avec la situation de la plupart des pays en développement, à l'exception de ceux situés en Asie du Sud-Est. Parallèlement, on assiste à une remise en cause du modèle indien d'industrialisation, se traduisant par une double série de mesures : libéralisation interne et ouverture du commerce extérieur. La signification de ces mesures doit être appréciée en fonction de structures macro-économiques, industrielles et financières de l'économie indienne ⁽²⁾.

1
Un appauvrissement
relatif au cours
des précédentes
décennies

Depuis le début des années cinquante, le faible taux de croissance en volume de l'économie — « Hindu growth rate » de 3,5 % par an — semblait une fatalité. Compte tenu d'une croissance démographique supérieure à 2 % par an, le produit réel par habitant — mesuré à parité des pouvoirs d'achat — n'augmentait qu'à un rythme très faible, bien inférieur à la moyenne mondiale, alors même que l'Inde figurait déjà parmi les pays les plus pauvres.

GRAPHIQUE A
Double perte de l'Inde*



Source : CEPIL, Base CHELEM - PIB

* Les variables figurant respectivement en abscisse (a) et en ordonnée (b) sont toutes deux exprimées sous forme d'indices sur la base 100 = moyenne des pays à économie de marché.

(a) PIB rapporté à la population totale, et calculé aux prix internationaux de 1975 (volume international, mesuré à parité des pouvoirs d'achat).

(b) Rapport entre le PIB nominal par habitant, calculé aux prix nationaux courants et converti en dollars courants (valeur internationale), et le PIB réel par habitant défini en (a).

(1) L'année fiscale commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

(2) Une étude approfondie de l'économie indienne est actuellement entreprise au CEPIL par J.J. Boillot.

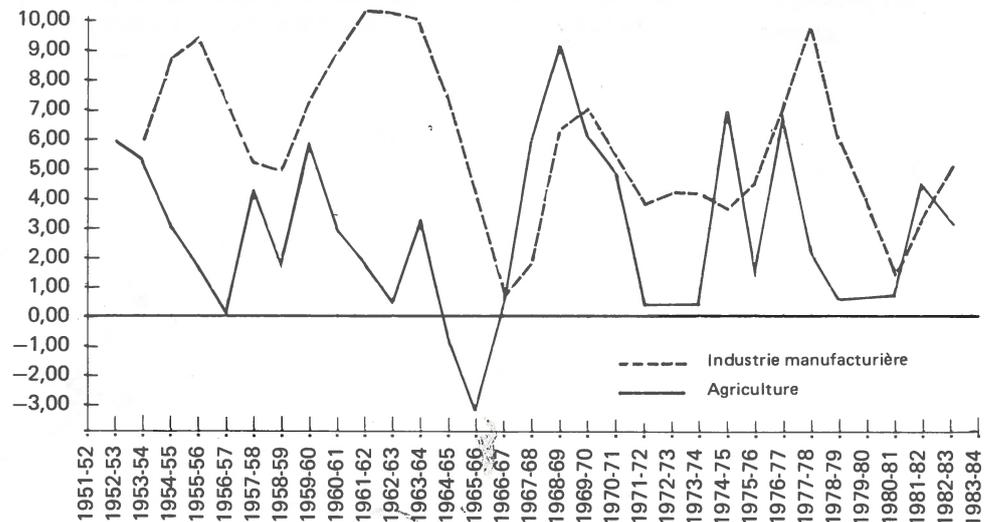
A cet appauvrissement relatif en termes réels s'ajoutait un processus continu de dévalorisation, dû à la fois à la dégradation des termes de l'échange (ceux-ci ont chuté de plus de 50 % entre 1960 et 1981) et à la baisse du taux de change réel. Sur l'échiquier international, l'Inde pouvait ainsi être citée comme l'exemple-type d'une double perte ⁽³⁾, selon une trajectoire qui est représentée sur le graphique A. Une telle évolution justifie pleinement l'interrogation actuelle sur la nouvelle stratégie à mettre en œuvre, afin d'accélérer la croissance et de trouver une insertion internationale plus favorable.

2
Des spécificités
macro-économiques

Deux traits remarquables distinguent l'Inde au plan macro-économique : l'ampleur de ses fluctuations et une gestion prudente de l'équilibre Epargne-Investissement.

Le graphique B donne une idée de l'ampleur des fluctuations dont les cycles agricoles très prononcés sont à l'origine. On peut y voir l'influence des caprices de la mousson, mauvaise tous les trois ans et terrible tous les dix ans. Mais cela traduit également l'importance des travaux d'infrastructure restant à faire pour amortir les effets des phénomènes naturels. Les cycles agricoles se propagent à l'ensemble de l'économie, car l'agriculture représente encore 40 % du PIB en 1984 et occupe les deux tiers de la population active. Etant placée au cœur de l'économie indienne, l'activité agricole exerce une influence décisive sur l'ensemble des variables macro-économiques — revenu, consommation, investissement, prix, recettes fiscales et commerce extérieur — mais aussi sur les phénomènes sectoriels comme l'articulation entre les filières industrielles.

GRAPHIQUE B
Fluctuations
de la production indienne*
(taux de croissance
annuels moyens)



Source : K.N. RAJ, *Economical and Political Weekly*, 13-10-1984

* Moyenne mobile sur trois ans.

En ce qui concerne l'équilibre Epargne-Investissement, l'originalité indienne est d'avoir réussi à accroître notablement son taux d'investissement ces vingt dernières années (de 18 à 24 % du PIB) grâce à une élévation du taux d'épargne intérieure : celui-ci est devenu particulièrement fort ⁽⁴⁾ alors que le revenu par habitant reste parmi les plus bas du monde (260 dollars en 1982 contre 1900 en Corée du Sud). Le besoin de financement externe ne dépasse donc guère 2 % du PIB, contrastant avec la montée de l'endettement dans la plupart des pays en développement durant cette période.

(3) cf. G. Lafay « Pour des taux de change de référence » (*Economie Prospective internationale*, n° 17, 1^{er} trimestre 1984). Le produit de l'abscisse (a) par l'ordonnée (b) redonne le PIB nominal par habitant, dont les valeurs extrêmes sont représentées par les hyperboles qui passent respectivement par les points 1964 et 1979.

(4) Les comparaisons internationales sont toutefois difficiles car l'auto-équipement des agriculteurs représente, en Inde, une fraction notable tant de l'épargne que de l'investissement.

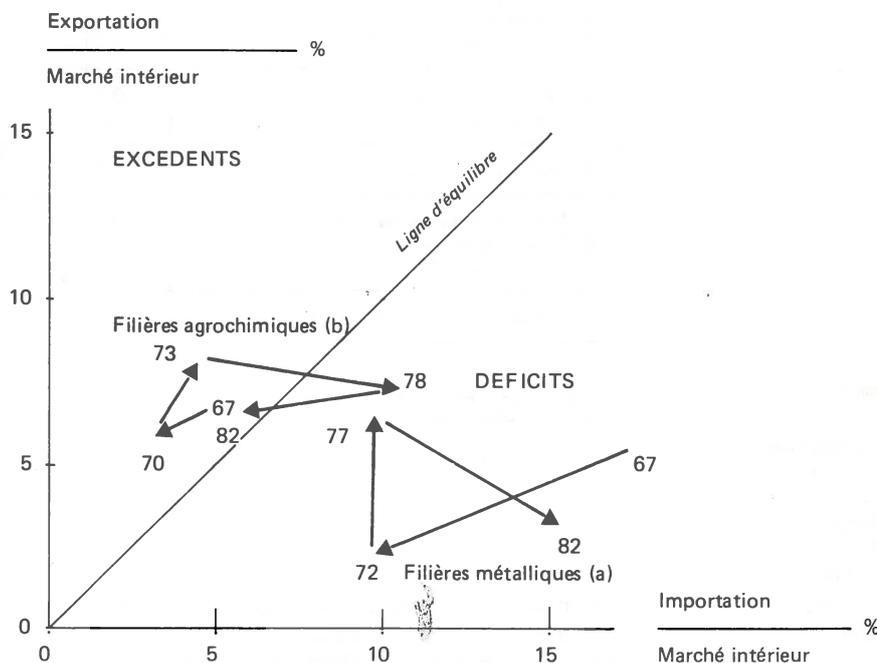
3
Une industrie
fermée
sur elle-même

A ces spécificités macro-économiques s'ajoute un mode d'industrialisation à contre-courant des tendances observées partout ailleurs. Alors que l'industrie manufacturière a joué un rôle décisif dans la croissance des pays semi-industrialisés, grâce aux gains de productivité directs et indirects et à des stratégies de spécialisation internationale, on observe une situation toute différente dans le cas de l'Inde.

Pendant longtemps, l'industrie a vécu dans une situation proche de l'autarcie, si bien que l'insertion de l'Inde dans l'économie mondiale est particulièrement faible : deuxième pays pour la population, septième puissance économique juste après la France ⁽⁵⁾, l'Inde ne figure qu'au 44^e rang des exportateurs avec moins de 0,5 % du commerce mondial en 1983. Compte tenu du faible niveau de développement, le marché intérieur est resté étroit pour le plus grand nombre de produits manufacturés. Aussi les gains de productivité du secteur manufacturier ont-ils été très réduits et ont retenti sur son taux de croissance : de 1955 à aujourd'hui, l'industrie indienne a rétrogradé du 8^e au 15^e rang mondial.

Le caractère peu spécialisé de l'industrie apparaît nettement sur le graphique C où, pour chaque année, on confronte les taux respectifs d'importation (en abscisse) et d'exportation (en ordonnée) par rapport au marché intérieur. La bissectrice représente la ligne d'équilibre, qui sépare la zone des excédents de celle des déficits. L'industrie indienne est scindée ici en deux sous-ensembles, rassemblant l'un les produits relevant des filières métalliques, l'autre les produits relevant des filières agro-chimiques.

GRAPHIQUE C
Evolution du degré
d'ouverture de l'industrie*



Source : Calculs J.J. Boillot à partir des tableaux d'entrées-sorties.

* Par simplification, on n'a fait figurer sur le graphique que les années qui délimitent les phases successives.

(a) Branches CHELEM : sidérurgie-métallurgie (C), électromécanique et électronique (F).

(b) Branches CHELEM : matériaux de construction (B), textiles (D), bois-papier-divers (E), chimie (G), industrie alimentaire (K).

Pour les deux sous-ensembles, l'ouverture de l'industrie indienne est faible : les taux d'exportation ne dépassent jamais 8 %, et les taux d'importation n'excèdent 12 % que sur quelques années pour les produits métalliques. Les mouvements observés sont également très caractéristiques. Jusqu'à 1977, la volonté de développer une industrie lourde par substitution d'importations s'est traduite par une certaine reconquête du marché intérieur pour les produits métalliques, mais cette stratégie n'a pas véritablement permis le développement parallèle d'industries d'exportations. Bien au contraire, les avantages comparatifs de l'Inde pour les productions excédentaires qui relèvent des filières agro-chimiques se sont dégradés, de sorte qu'à l'inverse des produits métalliques, la pénétration du marché intérieur s'y est accrue.

(5) Calcul effectué à parité des pouvoirs d'achat.

4
L'ouverture
et ses limites

Un changement de tendance commence à se dessiner à la fin des années soixante-dix, puis des décisions d'ouverture sont prises en 1980 au moment du retour au pouvoir d'Indira Gandhi, qui ont été confirmées récemment par le nouveau premier ministre. Sur les deux sous-ensembles de l'industrie manufacturière, on tend à revenir au point de départ : l'équilibre se rétablit par une baisse de la pénétration du marché intérieur pour les produits des filières agro-chimiques — dont le solde était devenu déficitaire entre 1975 et 1978 — mais sans que le taux d'exportation progresse ; à l'inverse, on observe un brusque accroissement des importations pour les produits des filières métalliques dont le taux d'exportation tend simultanément à se dégrader.

On peut voir là un effet de conjoncture : une libéralisation dans un environnement international très déprimé entre 1980 et 1983. Mais l'effet de structure est sans doute plus crucial. Pour les produits des filières agro-chimiques, les excédents potentiels sont faibles, compte tenu des fluctuations soulignées précédemment et des pressions de la demande intérieure. Pour les produits des filières métalliques, l'interrogation porte sur la capacité de l'Inde à choisir une spécialisation dualiste, en exportant des produits de bas de gamme vers les pays développés et des produits plus sophistiqués vers les pays en voie de développement.

TABEAU
Balance des paiements

(en milliards de dollars)	1973	1979	1980	1981	1982	1983
1. Exportations	2,9	7,6	8,3	8,4	9,5	10,3
2. Importations	- 3,1	- 9,8	- 13,9	- 14,1	- 14,1	- 14,8
3. Solde commercial (1 + 2)	- 0,2	- 2,2	- 5,6	- 5,7	- 4,6	- 4,5
4. Services et revenus	- 0,6	0,2	0,5	-	- 0,2	- 0,6
5. Transferts	0,3	2,0	3,3	3,0	2,8	2,7
6. Solde courant (3 + 4 + 5)	- 0,5	-	- 1,8	- 2,7	- 2,0	- 2,4
7. Mouvements de capitaux	0,5	0,5	1,2	0,8	N.D.	N.D.
8. Réserves en or et devises	0,1	- 0,7	0,7	1,8	-	N.D.
9. Position au FMI	-	- 0,1	0,3	0,4	1,8	N.D.
10. Erreurs et omissions (-6-7-8-9)	- 0,1	0,3	- 0,4	- 0,3	N.D.	N.D.

Source : CEPII, Base CHELEM-Balances des Paiements.
N.D. : Non Disponible.

Rédaction :

Centre
d'études prospectives
et d'informations
internationales,
9, rue Georges-Pitard,
75015 Paris.
Tél. 842-64-64

Rédacteur en chef :
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.
Abonnement d'un an
(8 numéros) : 160 F.
Commande adressée à
La Documentation française,
124, rue Henri-Barbusse
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception
de la facture.

Directeur
de la publication :
Yves Berthelot.

CPPP n° 1462 AD.
Dépôt légal n° 1 375,
1^{er} trimestre 1985.

Imp. Maugein - Tulle

Imprimé en France.

La mise en œuvre d'une stratégie de spécialisation est d'autant plus urgente qu'une lecture de la balance des paiements indienne (voir tableau) montre que les autorités de New-Delhi devront arbitrer entre le souci d'indépendance financière qui a toujours été le leur et une certaine croissance de l'endettement. L'objectif est de ne pas compromettre la croissance actuelle, tirée par la modernisation via les importations. Le déficit commercial est contrebalancé pour moitié par les transferts (surtout les envois de fonds des travailleurs indiens basés, pour l'essentiel, dans les pays pétroliers). Mais le solde des services s'est dégradé depuis 1980 en raison principalement de la baisse du tourisme.

Jusqu'en 1979, l'équilibre de la balance des paiements ne posait pas de graves problèmes à l'Inde. En dépit de sa forte dépendance énergétique, celle-ci avait supporté le premier choc pétrolier sans s'endetter outre mesure. En 1980 et 1981, la détérioration du solde courant l'a obligée à puiser dans ses réserves, puis à contracter un emprunt auprès du FMI, qui a été tiré à partir de 1982. Cependant, la dette extérieure (23,3 milliards de dollars fin 1984) reste limitée si on la compare à celle de nombreux pays en développement, et la contrainte énergétique s'est fortement relâchée ces dernières années (le taux d'auto-provisionnement en pétrole est passé de 20 % à 70 % entre 1979 et 1984). Dans les années quatre-vingts, les autorités indiennes disposent donc de marges de manœuvre. Celles-ci pourraient servir à dessiner un modèle de développement plus apte à élever le revenu par habitant, rapprochant ainsi l'Inde du dynamisme de la zone asiatique.